

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAND ANGOULEME

25 boulevard Besson-bey
16000 Angoulême

Références : 2025 1345 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007206675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement GRAND ANGOULEME implanté 15, chemin du Bressour 16800 Soyaux. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée pour observer les mises en conformité en lien avec la mise en demeure prise en 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND ANGOULEME
- 15, chemin du Bressour 16800 Soyaux
- Code AIOT : 0007206675
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie est implantée à proximité immédiate d'une zone d'activités économiques, au niveau de la zone de la « Croix Blanche » en bordure du chemin du Bressour au sein de la commune de

Soyaux, à environ 1 km à l'Est d'Angoulême.

Le terrain est bordé au Sud par le bassin tampon du Bressour puis l'axe routier assurant le contournement de la ville d'Angoulême (D 1000).

Cette installation est composée de 2 zones :

- 1 plate-forme haute accueillant le public d'une superficie de 1 100 m² comportant 8 quais de déchargement en bennes, 1 local gardien, 1 local outils, des conteneurs destinés à la collecte du verre, des fûts de 100 L pour les huiles alimentaires, des bacs pour les déchets ménagers spéciaux (bombes aérosols, pots de peinture...) et pour la collecte des piles et accumulateurs ainsi qu'une zone de stockage pour les déchets d'équipements électriques et électroniques.

- 1 plate-forme basse, d'environ 1 740 m², réservée aux employés de la déchetterie qui comprend les bennes de ferrailles, déchets verts, tout-venant, cartons-papiers et bois, gravats.

Elle comporte une plateforme haute donnant accès à 8 quais de déchargement divers, une zone de réception des huiles moteur, un local gardien, divers locaux.

L'exploitant a indiqué avoir ajouté une benne d'environ 30 m³ destinée au dépôt de pneumatiques sans dossier préalable.

2 personnes travaillent sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention du risque de chute	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système de détection incendie	AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1	Sans objet
3	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que la mise en demeure prise en 2025 peut être considérée levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <i>APMD du 08/07/2025 - échéance : fin septembre 2025</i> L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions du IV de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, en prenant toutes mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. À cet effet, un bassin de confinement ou tout dispositif équivalent, suffisamment dimensionné, est mis en place pour permettre de canaliser toutes les eaux d'extinction de la déchetterie
Constats : Par courriel du 06/10/2025, l'exploitant a indiqué que « nous avons rehaussé les bordures avec la mise en place d'un système de vanne d'arrêt permettant la rétention de 137 m ³ d'eaux d'extinction incendie en bas de quais ». Le plan d'exécution des travaux a été transmis et atteste le volume de confinement disponible. Lors de la visite des installations, la zone de confinement temporaire a bien été constatée. Celle-ci est conforme aux dispositions présentées sur le plan transmis. Les équipements mis en place permettent de lever la mise en demeure prononcée sur ce point. Un essai de bon fonctionnement et de manœuvrabilité de la vanne d'isolement a été réalisé avec succès. Toutefois, l'exploitant a indiqué ne pas réaliser de traçabilité des essais réalisés pour s'assurer de la bonne fermeture de la vanne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de réaliser des essais de bonne fermeture et de manœuvrabilité de la vanne de confinement et d'en garantir la traçabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>APMD du 08/07/2025 - échéance : fin septembre 2025</i> L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, en installant un dispositif de détection automatique d'incendie (de type caméras thermiques par exemple) répondant aux exigences réglementaires en vigueur et implanté aux emplacements le requérant
Constats : Par courriel du 06/10/2025, l'exploitant a indiqué que « nous avons mis en place des caméras thermiques reliées au système de télésurveillance (alarme intrusion) et un détecteur dans le local des déchets dangereux pour une détection précoce des risques d'incendie ». Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence de deux caméras thermiques donnant sur les quais et un détecteur incendie dans le local DIS. L'exploitant a présenté le rapport de vérification après installation établi par la société INEO daté du 24/10/2025. Celui-ci indique les éléments suivants :« Mise en place de deux caméras thermiques / Mise en place détecteur local déchets dangereux / Essais des caméras OK / Essais du détecteur OK. Tous les essais de fonctionnement ... ont été réalisés avec succès ». Les équipements mis en place permettent de lever la mise en demeure prononcée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <i>APMD du 08/07/2025 - échéance : fin septembre 2025</i> L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, en installant sur site au moins une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ; elle est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h.
Constats : Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence de la réserve incendie souple

d'une capacité de 120 m³. L'exploitant a indiqué être en attente d'un retour du SDIS pour procéder à sa réception.

Les équipements mis en place permettent de lever la mise en demeure prononcée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque de chute

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

Thème(s) : Autre, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de l'inspection de mai 2024

Par courrier du 16/05/2024, l'exploitant propose de « mettre en place un dispositif ne laissant qu'une hauteur de 50 cm sur l'ensemble du flux ainsi qu'à condamner tout risque de mauvais usage de la lisse intermédiaire au moyen d'une plaque perforée (ou d'une grille de maille réduite) pour limiter la prise au vent et éviter les dégradations climatiques ».

L'inspection prend note de l'échéance proposée par l'exploitant et des dispositions envisagées. Pour rappel, l'exploitant est le premier responsable en cas d'atteinte à la sécurité des usagers au sein de ses déchetteries.

L'inspection relève que le dispositif n'est pas forcément le plus optimal mais permet d'améliorer la situation observée fin 2023. Il y a lieu de ne pas considérer que les modifications envisagées vont permettre d'aboutir à des garde-corps normalisés ; les modifications projetées ne permettant pas de répondre à la notion de « normalisé ».

Aussi, il convient que :

- la hauteur laissée libre de 50 cm (hors quai GEM, où cela sera 80 cm) soit associée à des affichages adéquats pour éviter des transferts de déchets dans les bennes par ce passage de 50 cm par les petits gabarits et les enfants accompagnant ;
- les plaques obturantes proposées pour être installées soient composées d'un matériau robuste et résistant dans le temps ; il conviendra également que ces plaques soient correctement fixées et que des vérifications du bon maintien des fixations soient réalisées périodiquement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les mises en conformité seront effectives plutôt vers la fin du mois de septembre 2024. Ce dispositif sera généralisé à l'ensemble des déchetteries gérées par GA.

Il est demandé à l'exploitant, au plus tard pour la fin du mois de septembre 2024, de mettre en place les actions correctives proposées pour renforcer la sécurité et de prévenir au mieux le risque de chute des usagers sur les quais disposés en hauteur.

L'exploitant met en place, à cet effet, les dispositifs a minima proposés dans son courrier du 16/05/2024, complétés des aménagements détaillés par l'inspection (vérification périodique de la bonne fixation des plaques obturantes, mise en place d'affichage ad hoc pour rappeler les règles aux usagers, etc.).

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 06/10/2025, l'exploitant a indiqué que « nous avons prévu d'étendre ce prototype (celui mis en place sur la déchetterie de L'Isle d'Espagnac) à l'ensemble des déchetteries ce qui représente la réhabilitation de 57 quais pour un montant estimé à 125 000 €. Ce projet est inscrit dans les orientations budgétaires 2026 ».</p> <p>L'inspection a permis de constater la présence de dispositifs de type bavette pour protéger les usagers au niveau des zones de quais. Sur ces dispositifs, il est précisé « attention risque de chute : ne pas franchir le garde-corps ».</p> <p>L'exploitant précise que des modifications sont prévues sur les 7 déchetteries de l'agglomération pour un montant de 250 k€.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant au courant de l'année 2026 de tenir informé l'inspection des mises en conformité prévues sur l'ensemble des déchetteries de Grand Angoulême pour protéger les usagers lors des déchargements au niveau des quais en hauteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>